

**Communiqué de presse****Communications Nouveau-Brunswick****Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick****Déclaration à l'occasion de la Journée internationale de la femme (05/03/07)**

NB 272

le 7 mars 2005

FREDERICTON (CNB) - En reconnaissance de la Journée internationale de la femme, le mardi 8 mars, le message suivant est diffusé par la présidente de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, Alanna Palmer.

« Le 8 mars est la Journée internationale de la femme. Cette journée est célébrée un peu partout dans le monde depuis 1911.

Le thème de cette année, *Vous êtes ici : Les femmes, le Canada et le monde*, nous rappelle les rôles importants que jouent les femmes au Canada et dans le monde entier. Il encourage les Canadiens à prendre conscience des progrès que nous avons réalisés et à continuer de travailler envers l'égalité des sexes.

La *Loi sur les droits de la personne* du Nouveau-Brunswick a interdit pour la première fois la discrimination sexuelle en 1971, et par la suite la discrimination pour situation de famille en 1973. Il est difficile de croire qu'avant cette période, il était tout à fait légal d'exclure les femmes des possibilités d'emploi en raison de leur sexe et de les faire congédier si elles étaient mariées. Chose étonnante, il n'y avait aucun recours juridique pour le harcèlement sexuel avant la poursuite des premières plaintes par les commissions des droits de la personne vers la fin des années 1970.

Depuis ce temps, il y a eu beaucoup de progrès. En ce qui concerne la situation de la femme, l'ajout de la condition sociale comme motif de discrimination interdit en vertu de la *Loi sur les droits de la personne* constitue le développement le plus récent en matière des droits de la personne. La modification a été mise en oeuvre le mois dernier. Un des principaux objectifs de la modification est de protéger les bénéficiaires de l'aide au revenu en cas de discrimination relativement aux logements locatifs.

La Commission a publié des lignes directrices sur la discrimination fondée sur la condition sociale en janvier et sur la discrimination fondée sur la grossesse en septembre. Ces lignes directrices sont disponibles sur notre site Web.

En tant que première femme à présider la Commission des droits de la personne, je suis heureuse d'avoir exprimé l'appui de la Commission relativement à l'équité salariale sous forme de présentation à un comité législatif en novembre. La Commission a également recommandé d'interdire la discrimination fondée sur la situation de famille (comme le simple fait d'être parent). Nous espérons que le gouvernement suivra la recommandation.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme de cette année, j'invite tous les Néo-Brunswickois à faire honneur aux réalisations de toutes les femmes, et de prendre la résolution de participer davantage à la lutte envers l'égalité des sexes. »

2005-03-07

NOTE DE LA RÉDACTION : Les documents suivants sont disponibles en ligne.

Lignes directrices sur la discrimination fondée sur la condition sociale :

<http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/Ligne-directrice-condition-sociale-discrimination-Nouveau-Brunswick.pdf>

Lignes directrices sur la discrimination fondée sur la grossesse :

<http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/Ligne-directrice-sur-la-grossesse.pdf>

Page d'accueil de la Commission des droits de la personne :

<http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/index.htm>

PERSONNE-RESSOURCE : Alanna Palmer, présidente, Commission des droits de la personne du N.-B., (506) 453-2301 ou 1 888 471-2233.

2005-03-07

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité